



COUR DES
COMPTES
EUROPÉENNE

FR

Discours

Luxembourg, le 26 octobre 2016

Discours de M. Klaus-Heiner Lehne, Président de la Cour des comptes européenne

Présentation du rapport annuel 2015 de la Cour des comptes européenne
Parlement européen – session plénière

Strasbourg, le 26 octobre 2016

Seule la version prononcée fait foi.

ECA Press

Mark Rogerson – Porte-parole T: (+352) 4398 47063
Damijan Fišer – Attaché de presse T: (+352) 4398 45410
12, rue Alcide De Gasperi - L-1615 Luxembourg
E: press@eca.europa.eu @EUAuditorsECA eca.europa.eu

M: (+352) 691 55 30 63
M: (+352) 621 55 22 24

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Membres du Parlement européen,

Madame la Vice-présidente de la Commission,

C'est pour moi un grand honneur de vous présenter le rapport annuel 2015 de la Cour des comptes européenne, alors que je débute ce mois-ci la première année de mon mandat en tant que Président de cette institution.

Depuis fin 2015, plusieurs événements ébranlent les fondations de l'Union européenne, qui est ainsi entrée dans une phase d'introspection. La question que chacun se pose est la suivante: pourquoi tant de citoyens se détournent-ils du projet européen? Je pense que cela est en partie dû au fait que nous, les institutions européennes, avons, dans une certaine mesure, perdu leur confiance. Au cours des prochains mois et années, l'un des défis majeurs de l'UE consistera à regagner cette confiance, et j'estime que la Cour des comptes européenne aura un rôle important à jouer à cet égard.

Il est évident qu'une réforme s'impose. Quelle qu'en soit la forme, elle devra reposer sur des bases financières solides. La bonne gouvernance financière restera toujours aussi importante, que l'UE ait 28 ou 27 États membres. Quatre éléments sont particulièrement essentiels pour la Cour.

Premièrement, l'UE doit tenir une comptabilité rigoureuse. Comment les citoyens pourraient-ils ne serait-ce qu'envisager de nous faire confiance s'ils ne sont pas convaincus que nous faisons un bon usage de leurs deniers et que nous rendons dûment compte de la manière dont nous procédons?

Les comptes de l'UE pour 2015 présentent une image fidèle de la situation financière. Cela dit, les montants à verser cette année et à l'avenir se maintiennent à un niveau très élevé. La Commission n'a pas établi de prévisions couvrant les sept à dix prochaines années pour ses flux de trésorerie. De telles projections contribueraient pourtant à restaurer la confiance. Les prévisions de paiement à moyen terme de la Commission sont un premier pas dans la bonne direction.

Deuxièmement, l'UE doit s'assurer que ses règles financières sont correctement appliquées.

Actuellement, les recettes et les dépenses du budget de l'UE sont dûment comptabilisées, mais ces dernières sont encore affectées par de trop nombreuses erreurs, surtout dans les États membres. En ce qui concerne les paiements de 2015, le niveau d'erreur estimatif est de 3,8 %. Dans l'ensemble, ce chiffre est similaire à celui des derniers exercices, mais demeure supérieur à notre seuil de signification de 2 %.

Bien que la Commission ait pris des mesures pour améliorer son évaluation des risques et l'impact des mesures correctrices, des progrès restent encore possibles. Pour le contribuable européen, il serait de loin préférable que la Commission et les États membres dépensent les fonds à bon escient dès le départ, plutôt qu'ils soient contraints de perdre du temps, de l'énergie et de l'argent en procédant à des recouvrements après la détection d'erreurs.

Il est également possible de réduire le nombre d'erreurs en améliorant la conception des régimes de dépenses. Les citoyens ne peuvent avoir confiance dans un système qu'ils ne comprennent pas.

Mon prédécesseur avait parlé de la nécessité d'une «toute nouvelle approche». Il est trop tôt pour dire quand ou si celle-ci sera concrètement mise en œuvre. Cependant, nous avons déjà pris connaissance du document exposant le réexamen à mi-parcours des programmes de dépenses actuels.

Nous nous félicitons que la Commission européenne ait à nouveau demandé que l'accent soit mis sur les résultats, mais nous regrettons encore une fois l'absence de référence à l'utilisation optimale des fonds, qui constitue le troisième élément de la bonne gouvernance financière.

Nos citoyens souhaitent et ont besoin que l'UE fasse le meilleur usage des deniers publics. Ils doivent avoir la sensation qu'ils obtiennent de meilleurs résultats que si leurs autorités nationales avaient géré elles-mêmes cet argent.

Dès lors, certaines questions se posent. Les fonds ont-ils été utilisés de façon optimale dans le cadre des projets de l'UE en 2015? Leurs objectifs étaient-ils réalistes dès le début? Les coûts engagés étaient-ils raisonnables? Le programme ou le projet a-t-il été plus ou moins onéreux que s'il avait été mis en œuvre à un autre niveau de pouvoir?

Ce sont là des questions auxquelles il est impossible d'apporter une réponse simple tant que des dispositions appropriées ne sont pas mises en place en matière de communication d'informations. Nous avons besoin de réelles incitations à utiliser les fonds au mieux et à ne pas nous contenter d'atteindre les objectifs visés par les dépenses et d'éviter d'enfreindre les règles.

En effet, la comptabilisation de tous les fonds et le respect de l'ensemble des règles ne permettent pas de garantir que l'argent est dépensé de façon optimale dans le cadre des projets financés par l'UE.

Il ne faut pas s'attendre à ce que les citoyens aient confiance en un système dont ils ne peuvent déterminer s'il leur apporte des avantages.

Ils doivent voir les résultats et avoir une idée précise des ressources employées pour les obtenir. Il faut faire apparaître plus clairement ce lien, à savoir la valeur ajoutée apportée par l'utilisation des fonds.

La confiance requiert de la transparence et de l'assurance, qui constituent le quatrième élément de la bonne gouvernance financière.

Le recours croissant à des instruments financiers qui ne sont pas financés directement par le budget de l'UE ou contrôlés par nos soins augmente les risques, tant pour la transparence et l'obligation de rendre compte que pour la coordination des politiques et opérations de l'Union.

En ce qui concerne l'assurance, nos audits permettent non seulement de fournir une assurance indépendante, mais comportent également des recommandations pour améliorer la gouvernance financière de l'UE. Celles-ci sont en grande partie acceptées et mises en œuvre par la Commission.

Cependant, bien que nos recommandations bénéficient globalement d'un écho satisfaisant dans les États membres, il existe une grande disparité dans les suites qui y sont données. Par conséquent, nous relevons peu d'éléments attestant que des changements de politique et de pratique ont eu lieu au niveau national.

En résumé, il faut améliorer la gouvernance financière de l'UE. Créer un système financier de l'UE capable de rétablir la confiance de nos citoyens ne sera possible que si l'Union mène, à bref délai, les réformes qui s'imposent.